

*Le budget—M. Minaker*

**M. Harris:** Monsieur le Président, le ministre des Transports a démontré, je pense, pourquoi tant de Canadiens se demandent si le gouvernement leur dit toujours toute la vérité.

Le ministre a parlé de l'accord de 60 millions de dollars signé lundi à Terre-Neuve. Il ne nous a pas dit que 42 millions de dollars sont fournis par Ottawa et 18 millions de dollars par Terre-Neuve.

Nous avons entendu parler 1,05 milliard de fois du 1,05 milliard de dollars accordés à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Nous allons probablement encore en entendre parler un aussi grand nombre de fois. Nous avons besoin de progrès.

Nous reconnaissons tous que le gouvernement précédent ne faisait rien pour Terre-Neuve et que les dépenses consacrées au développement régional de cette province ont diminué au lieu d'augmenter au fil des années. Nous reconnaissons que le gouvernement a peut-être renversé cette tendance. Nous savons que le ministre aime faire des déclarations à Terre-Neuve et quelques fois aime à les répéter plusieurs fois.

Mon souci est de faire progresser les indicateurs économiques de Terre-Neuve par rapport au reste du Canada. Encore une fois, nous devons mettre en doute l'honnêteté des déclarations du ministre lorsqu'il prétend que nous avons voté contre des crédits destinés au développement régional. Il n'a pas précisé qu'il s'agissait d'une dépense de 3 milliards de dollars qui comprenait 650 000 \$ de frais d'avocat pour l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale qui a été cité en justice pour répondre de 14 chefs d'accusation concernant les conflits d'intérêts. Il rappellera, je le suppose, que nous avons voté contre les prévisions relatives aux pensions de vieillesse et donc que nous sommes contre les pensions de vieillesse. Ce sont des commentaires comme ceux-là, de la part du ministre et d'autres députés de son gouvernement, que les Canadiens en sont venus à mépriser et à détester.

Le problème, c'est que le gouvernement cache aux Canadiens la véritable situation du pays. Il alloue un million à telle région ou 10 millions à telle autre, mais il néglige de reconnaître qu'il ne réussit pas à réduire les disparités régionales.

**M. Crosbie:** Monsieur le Président, je voudrais poser quelques questions brèves et succinctes. Le chef du parti du député à Terre-Neuve, M. Peter Fenwick, présente systématiquement l'accord de libre-échange sous un faux jour et fait à son sujet les déclarations les plus sottes. Or cet accord de libre-échange procurera des avantages considérables à Terre-neuve.

Pourquoi son chef à Terre-Neuve pense-t-il pouvoir déclarer impunément que les deux tiers du crédit de 60 millions prévus pour l'accord de pêche de cinq ans ne sont pas des fonds nouveaux, et que l'on n'affectera pas de nouvelles sommes à la construction de nouveaux centres de services maritimes et d'installations de pêche, à l'amélioration des bateaux et du matériel des pêcheurs, à l'aquaculture, et à une série d'autres programmes qui seront mis en oeuvre durant les cinq prochaines années?

Pourquoi permet-il au chef du parti provincial à Terre-Neuve de faire des déclarations qui sont non seulement sottes, mais aussi complètement fausses? Le chiffre exact est 60 millions, soit 42 millions du gouvernement fédéral et 18 millions du gouvernement provincial. Pourrait-il rectifier la déclaration de son chef provincial selon lequel les deux tiers de cette

somme proviendraient de fonds qui avaient été déjà consentis et qui auraient été rassemblés de façon à donner l'impression d'un gros montant et faire bonne figure? Comment peut-on prétendre que cette déclaration soit une critique raisonnable de ce programme?

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Harris:** Monsieur le Président, je vais tâcher d'être aussi bref que le ministre des Transports l'a été en posant sa question.

Je pourrais peut-être éclairer un peu la lanterne du ministre au sujet de l'observation à laquelle il fait allusion. Je crois que le chef du Nouveau parti démocratique à Terre-Neuve essayait de faire comprendre aux habitants de Terre-Neuve que l'affectation d'argent annoncée lundi ne représente aucune augmentation par rapport aux dépenses effectuées auparavant. Depuis plusieurs années, par exemple, les dépenses effectuées à Terre-Neuve pour moderniser les centres de recherche marine sur la pêche et la flotte de pêche n'ont pas augmenté sensiblement. Voilà ce que faisait remarquer le chef du Nouveau parti démocratique à Terre-Neuve. La nouvelle annoncée par le ministre, le premier ministre de Terre-Neuve et les autres qui se sont réunis pour signer l'accord lundi était un peu l'oeuvre d'illusionnistes en faisant croire que les montants octroyés représentent 60 millions qui n'ont jamais été dépensés auparavant. On a laissé entendre qu'il s'agissait de nouveaux crédits qui venaient s'ajouter à ceux que la province s'attendait déjà à recevoir ou qu'elle avait dépensé ces dernières années.

Une fois de plus, le gouvernement annonce un programme de 60 millions de dollars. Le ministre a fini par reconnaître que son gouvernement n'en versera que 42 millions de dollars, en fait. Le ministre nous permet d'y voir un peu plus clair, mais il faut tenir compte du fait que le chef du Nouveau parti démocratique, à Terre-Neuve, informe les gens des véritables répercussions de la somme en question. En fait, la majeure partie des montants concernés était déjà investie depuis des années.

**M. le vice-président:** Nous reprenons le débat.

**M. George Minaker (Winnipeg—St. James):** Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir participer à ce débat, même si brièvement du fait du vote qui doit avoir lieu dans cinq ou dix minutes.

● (1740)

Je crois important de signaler que la formule actuelle donne d'excellents résultats. En tant qu'ingénieur, je sais pertinemment que lorsqu'on a une formule ou un design supérieur à ses concurrents, en l'occurrence, lorsqu'on peut compter sur la croissance économique la plus forte du monde industrialisé, on ne modifie pas son plan. On peut très bien y apporter des améliorations, mais il n'est pas question de le changer du tout au tout comme l'opposition le propose.

Je félicite le premier ministre (M. Mulroney) pour son objectif, qu'il a précisé très clairement le 10 mars 1984, alors qu'il était chef de l'opposition officielle. Il a déclaré à l'époque que les conservateurs entendaient créer un nouveau climat économique au Canada en faisant savoir à tout un chacun que ce serait dorénavant le secteur privé et non l'État qui serait le moteur de l'économie. Je tiens à préciser au député de St-Jean-Est (M. Harris) que c'est exactement notre formule. Il s'agit